

[La newsletter de la CES]



Dans ce numéro

- 2 La CES en action
- 2 Calendrier syndical
- 3 Entretien avec Józef Niemiec, secrétaire général adjoint de la CES
- 5 Calendrier européen
- 6 L'UE à la loupe
- 7 Ça peut vous intéresser

Les chiffres du mois

Grèce :
baisses salariales allant jusqu'à
28%

La dérégulation du marché du travail en Grèce, sous la pression de la Troïka, a conduit à des baisses salariales considérables dans le secteur privé. Depuis février, 33 133 contrats individuels ont été signés dans 7 800 entreprises, consacrant des baisses salariales variant de 22% à 28%. (Source : Libération)



Cher(e)s lecteur(trice)s,



Face à une situation économique et sociale de plus en plus dégradée, de nombreuses voix viennent s'ajouter à celles de la CES pour dire que les politiques actuelles conduisent à la récession, et pas à l'emploi et à la croissance. Le recours systématique à l'austérité est propice à la montée d'une extrême droite, dont les solutions nationalistes ont des relents de racisme et de xénophobie et n'offrent aucune perspective économique et sociale.

Il est temps de changer de cap. L'Europe doit rapidement tourner la page de l'austérité et mettre en place un plan de relance axé sur l'investissement dans des secteurs porteurs d'emplois et d'avenir. Même le président de la Banque centrale européenne plaide, à présent, en faveur d'un plan de croissance européen. Nous nous félicitons de cette annonce mais ne nous y trompons pas : la croissance doit être faite par la relance et non par la baisse des salaires et la déréglementation.

L'emploi est la priorité des priorités. Les toutes dernières statistiques d'Eurostat sur le chômage (février 2012), indiquent que plus de 24,5 millions d'Européens sont aujourd'hui sans emploi, avec une hausse d'environ 200 000 personnes par rapport au mois précédent. La Commission a publié ce mois-ci son « Paquet emploi », dont l'ambition est d'orienter l'Europe « vers une croissance riche en emploi ». Malheureusement ce document recycle la recette « flexicurité » qui, à de rares exceptions près, est synonyme de moins de sécurité d'emploi. Les travailleurs, pour avoir confiance, ont besoin de sécurité. Il faut renforcer les politiques actives du marché du travail, pas la facilité de licenciement. Sans une remise en cause de l'austérité et un plan européen d'investissements, l'Europe n'atteindra pas ces objectifs. Cependant quelques portes sont ouvertes en matière de création d'emplois dans le secteur des technologies de l'information, de la santé, et dans l'environnement. La CES note avec satisfaction que la Commission propose une discussion tripartite sur la situation des salaires, des inégalités, du chômage et de la demande intérieure. Le prochain Comité exécutif prendra une position explicite sur ce paquet emploi.

La solidarité n'est pas un mot creux. Nous ne pouvons nous en sortir qu'ensemble, par la mise en œuvre de politiques à moyen et long terme, un dialogue social renforcé, et la promotion du modèle social européen.

Bernadette Ségol,
Secrétaire générale





[La CES en action]

RÉUNIONS MAJEURES

Comité de direction de la CES

19/04/12 - Le comité de direction de la CES s'est réuni à Bruxelles. La crise économique et sociale a été le sujet principal des discussions. Le règlement Monti II et la directive de mise en œuvre relative au détachement des travailleurs ont également été discutés.

De Stockholm+40 à Rio+20 : il est temps d'obtenir de vrais résultats en matière de développement durable

23/04/12 - Quarante ans après la première conférence des Nations Unies sur l'environnement qui s'est tenue à Stockholm en 1972, l'anniversaire en sera célébré en Suède du 23 au 25 avril par une pré-conférence, deux mois avant le « sommet de la terre » à Rio. **La CES et ses affiliés se préparent activement pour Rio+20.** Le mouvement syndical européen demande que la conférence de l'ONU soit plus qu'un forum de discussion et qu'elle débouche sur **des engagements clairs, des plans d'action concrets et des objectifs qui assurent une transition juste**, des socles de protection sociale et un financement adéquat. La CES demande également la création d'une nouvelle organisation environnementale des Nations Unies incluant les syndicats en tant qu'acteurs clés de la transition.

Communiqué de presse de la CES:
<http://www.etuc.org/a/9899>

28 avril 2012 - Journée commémorative des travailleurs

28/04/12 - La Journée internationale commémorative des travailleurs a célébré la mémoire et a **rendu hommage aux personnes mortes, blessées ou ayant souffert de maladie en raison de leurs conditions de travail.** Les **167.000 décès attribués à des accidents et maladies liés au travail dans l'UE** (source : OIT) témoignent des pratiques médiocres et des mauvaises conditions de santé et de sécurité sur les lieux de travail. Cette journée est une occasion d'insister sur le fait que **la plupart des accidents de travail peuvent être évités.** La CES demande des **améliorations systématiques et substantielles en faveur de la santé et de la sécurité**, particulièrement en temps de crise économique qui augmente les risques de négliger les aspects psychosociaux du travail en raison de la pression d'une charge de travail accrue.

Communiqué de presse de la CES:
<http://www.etuc.org/a/9923>



[Calendrier syndical]

19/04/2012	Comité de direction de la CES (Bruxelles)	
25/04/2012	Réunion du Groupe II « Travailleurs » du Comité économique et social européen (Bruxelles)	
01/05/2012	Fête du travail	
23/05/2012	Réunion du Groupe II « Travailleurs » du Comité économique et social européen (Bruxelles)	
25-28/05/2012	Congrès de LO-Suède (Stockholm)	Plus d'informations



[Interview]

Entretien avec Józef Niemiec, secrétaire général adjoint de la CES, en charge de l'emploi.



La Commission européenne a récemment publié son Paquet emploi. La CES considère-t-elle que les propositions de la Commission contribueront à relever le défi de l'emploi et à relancer la croissance ?

Józef Niemiec (JN) : La CES a des idées très claires pour relancer la croissance et l'emploi: il faut à la fois revoir et corriger les politiques d'austérité et promouvoir un vaste plan de relance européen. Aucun de ces deux éléments ne se retrouve dans la communication « Vers une croissance riche en emplois », mieux connue sur le nom de « Paquet Emploi », publiée récemment par la Commission européenne. Cette absence rend le syndicat européen très critique par rapport à la plupart des propositions contenues dans ce document. Face à la récession et à la montée vertigineuse du chômage, la Commission ne fait que répéter des vieilles recettes, comme la mobilité, l'investissement dans les compétences ou la flexicurité. La Commission rejette notre demande d'un plan de relance européen axé sur des investissements dans de secteurs porteurs d'emplois. Les recettes préconisées seront difficiles à réaliser si

l'on ne remet pas en cause l'austérité, comme pour l'investissement dans les compétences, ou des recettes dangereuses, comme l'idée de promouvoir davantage de flexibilité dans les relations de travail, sans garantir une sécurité adéquate.

En revanche, nous sommes convaincus que pour sortir durablement de la crise, l'Europe doit changer de cap, en se dotant d'un véritable plan de relance et en stimulant la demande intérieure. Jusqu'à présent, cette idée n'a pas été retenue.

Préconiser une relance riche en emplois tout en continuant à imposer l'austérité budgétaire, est-ce compatible ?

JN : Nous rejetons l'équation austérité-emploi car la rigueur budgétaire n'est pas compatible avec l'objectif d'une relance porteuse d'emplois. L'austérité, encouragée par l'UE comme la seule réponse à la crise, a incontestablement aggravé notre situation économique et sociale. Il suffit de regarder les statistiques du chômage en Europe pour s'en rendre compte. D'après les derniers chiffres publiés par Eurostat (février 2012), plus de 24,5 millions de personnes en Europe se trouvent actuellement au chômage, avec une hausse d'environ 200 000 personnes par rapport au mois précédent. Avec des chiffres d'une telle ampleur et sans aucune remise en cause des politiques de rigueur, la perspective pour les mois à venir est de plus en plus sombre. De plus, en raison des plans d'austérité budgétaire, la plupart des Etats européens ont opté pour la suppression de nombreux emplois dans la fonction publique et pour la réduction considérable de ses ressources. Les licenciements, les coupes budgétaires et la réduction ou le gel des salaires des fonctionnaires ont engendré un cercle vicieux, avec des répercussions négatives également dans le secteur privé, notamment l'industrie.

Même si le « Paquet emploi » contient des idées positives, comme l'investissement dans les compétences, leur réalisation passera impérativement par la mise à disposition de ressources suffisantes, ce qui ne pourra jamais être atteint dans un contexte d'austérité. Déjà avant la crise, nous avons constaté une diminution significative des ressources allouées par les entreprises pour le développement des qualifications et des compétences. Cet exemple montre clairement à quel point certaines annonces ou promesses sont vides de sens lorsqu'on les compare à la réalité.

Même certains gouvernements de centre-droite, qui ont



Entretien avec Józef Niemiec (suite)

mis en place des programmes d'austérité draconiens, commencent à reconnaître que ces programmes tuent la croissance et ont des coûts insupportables pour leurs citoyens. En décrivant le comportement de l'UE face à l'objectif de réduction de la dette, certains économistes de premier plan parlent d'une véritable obsession. Ils partagent notre analyse : la seule voie à suivre pour inverser la tendance et arrêter l'hémorragie d'emplois est de relancer l'économie. Les États-Unis, par exemple, ont opté pour cette voie. Grâce à la mise en place d'un plan de relance, la croissance, même si elle ténue, est de retour outre-Atlantique, accompagnée par une amélioration du marché de l'emploi. Le Fonds monétaire international, lui aussi, a mis en garde les responsables politiques européens sur les répercussions négatives des mesures d'austérité sur la croissance.

D'après les derniers chiffres du chômage, plus de 24 millions d'Européens sont aujourd'hui sans emploi, confirmant ainsi une nette dégradation de la situation économique. Quelles devraient être les priorités et les mesures à prendre pour créer de l'emploi et générer de la croissance ?

JN : Lors de dernier Comité exécutif (6-7 mars 2012), nous avons adopté la résolution [« Investir pour la croissance et l'emploi - Réaction de la CES à l'Examen annuel de la croissance 2012 »](#) dans laquelle nous avons abordé cette problématique. La CES a opté pour deux choix politiques majeurs à prendre pour renouer avec la croissance : stopper le cercle de l'austérité et investir dans l'économie. Pour atteindre cet objectif, l'Europe a besoin d'un nouveau plan d'investissement, soutenu par de nouvelles sources de financement, telles que la taxe sur les transactions financières ou les euro-obligations. Ce plan européen d'investissement devrait être axé sur des investissements structurels plutôt que sur des réformes structurelles. Au lieu de conduire les États membres à se faire concurrence dans le domaine des salaires, l'Europe doit investir pour sortir de la crise et de la dette en développant de nouveaux secteurs et de nouvelles activités économiques basés sur une stratégie industrielle européenne cohérente et sur des investissements dans les services publics. Cette « Union pour l'investissement » devra transférer les surplus importants d'épargne d'une partie de la zone euro au profit d'une politique d'investissements structurels visant à mettre à niveau les structures économiques et industrielles des économies « déficitaires », tout en développant une étroite synergie avec le « verdissement » de l'économie européenne. Il est impératif d'agir simultanément sur la demande intérieure en augmentant le pouvoir d'achat des travailleurs et engendrer ainsi un processus de croissance axée sur les salaires. Il faut promouvoir des salaires équitables par des négociations sérieuses et



efficaces entre partenaires sociaux et une augmentation des salaires nationaux minima.

Le rôle des partenaires sociaux est-il reconnu dans le Paquet emploi de la Commission ?

JN : C'est un des aspects positifs du Paquet emploi. Dans sa communication, la Commission propose de mieux impliquer les partenaires sociaux dans le processus de gouvernance économique européenne. Même si la Commission aurait pu aller plus loin dans ce domaine, cette démarche répond à une de nos revendications. En effet, nous demandons d'être consultés en amont lors du processus de définition de la gouvernance économique européenne. Pour le syndicat européen, cet aspect était crucial, car, jusqu'à présent, les partenaires sociaux n'avaient qu'un rôle limité contrairement au rôle que jouent les experts économiques et financiers de la Commission européenne. Nous devons maintenant nous battre pour faire en sorte de pouvoir exprimer nos positions tout au long du processus et faire passer nos idées. La CES a pour ambition d'influencer réellement ce débat, car les effets sur la vie des travailleurs sont considérables.

La reconnaissance du rôle des partenaires sociaux n'est pas le seul aspect positif du Paquet emploi. La réaffirmation de la lutte contre le travail illégal, par l'amélioration de la coopération entre les États membres, constitue un élément positif que nous saluons. De même, des avancées sur les salaires décents sont à signaler. En dépit d'âpres négociations au sein de la Commission, qui ont rendu ambiguë la formulation finale de la communication par rapport aux versions précédentes, nous pouvons constater une volonté d'aborder la question des salaires décents, à commencer par l'amélioration des salaires minima. Le syndicat européen confirme son engagement pour faire évoluer positivement ce débat et à mettre tout en œuvre pour orienter la gouvernance économique vers davantage d'équité, de justice sociale, de croissance durable et d'emplois de qualité.



[Calendrier de l'Union européenne]

Avril – Mai 2012

17-20/04/2012	Session plénière du Parlement européen (Strasbourg)	
18-20/04/2012	Réunion informelle des ministres de l'énergie et de l'environnement (Horsens)	Plus d'informations
23/04/2012	Conseil Affaires étrangères (Luxembourg)	Plus d'informations
23-25/04/2012	Réunion informelle des ministres de l'emploi, des affaires sociales et de la santé (Horsens)	Plus d'informations
24/04/2012	Conseil Affaires générales (Luxembourg)	Plus d'informations
25-26/03/2012	Session plénière du Comité économique et social européen (Bruxelles)	
26-27/04/2012	Conseil Justice et affaires intérieures (Luxembourg)	Plus d'informations
02/05/2012	Conseil ECOFIN (Bruxelles)	Plus d'informations
09-10/05/2012	Mini-session plénière du Parlement européen (Bruxelles)	
10-11/05/2012	Conseil Education, jeunesse et culture (Bruxelles)	Plus d'informations
14/05/2012	Conseil Affaires étrangères (Bruxelles)	Plus d'informations
14/05/2012	Réunion de l'Eurogroupe (Bruxelles)	Plus d'informations
15/05/2012	Conseil ECOFIN (Bruxelles)	Plus d'informations
21-24/05/2012	Session plénière du Parlement européen (Strasbourg)	
23-24/05/2012	Session plénière du Comité économique et social européen (Bruxelles)	
29/05/2012	Conseil Affaires générales (Bruxelles)	Plus d'informations
30-31/05/2012	Conseil compétitivité (Bruxelles)	Plus d'informations



[L'UE à la loupe et réactions syndicales]

Paquet emploi : sans une remise en cause de l'austérité, l'Europe n'attendra pas ses objectifs

18/04/12 – La Commission européenne a publié le Paquet pour l'emploi. Bien que la CES partage l'objectif d'atteindre une « relance riche en emploi », **aucun résultat considérable ne pourra être atteint sans une remise en cause de l'austérité en Europe**. Au contraire, **la réduction des déficits en pleine récession ne fera qu'aggraver la récession et entraînera des taux de chômage plus élevés encore**. Pour le syndicat européen, la Commission identifie correctement plusieurs secteurs – l'économie verte, la santé et les technologies de l'information et de la communication – ayant un potentiel de création d'emplois. Toutefois, **sans l'investissement nécessaire au développement de ces secteurs**, y compris l'investissement dans les compétences, la formation et des salaires plus élevés, particulièrement dans le secteur de la santé et des services sociaux, **ceci restera au rang des bonnes intentions**.

Communiqué de presse de la CES : <http://www.etuc.org/a/9891>

Restructurations : il est temps de proposer des mesures pour soutenir les travailleurs

02/04/12 – Lors de sa réponse à la consultation sur les restructurations et l'anticipation du changement, la CES a profité de l'occasion pour **réclamer des actions concrètes de la part de la Commission européenne** pour créer un cadre juridique solide **en matière d'anticipation du changement**. Pour la CES, tout cadre européen d'anticipation du changement devrait reposer sur cinq axes clés : la préparation des travailleurs, la protection et la création des emplois, l'information, la consultation et la participation des salariés, la négociation collective ainsi que des mesures de soutien.

Communiqué de presse de la CES :
<http://www.etuc.org/a/9857>

Une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés signifie plus de justice fiscale dans le marché intérieur

19/04/12 – La CES a salué l'approbation par le Parlement européen de la **Directive sur une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés**. Il s'agit d'un **premier pas important pour limiter le dumping en matière d'impôt des sociétés en Europe**. Pour le syndicat européen, la concurrence fiscale au sein du marché intérieur doit prendre fin et les entreprises doivent payer une taxe juste sur les bénéfices qu'elles engrangent. A cet égard, **la CES demande à la Commission de compléter l'assiette fiscale commune par une proposition de taux d'imposition minimum sur les bénéfices des entreprises**.

Communiqué de presse de la CES :
<http://www.etuc.org/a/9896>



[L'UE à la loupe et réactions syndicales]

Birmanie : la levée des sanctions doit aller de pair avec le respect des droits humains

24/04/12 - La CES a [envoyé un courrier à Catherine Ashton](#), haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, au sujet de la récente suspension des sanctions contre la Birmanie. Pour le syndicat européen, **cette suspension doit impérativement être accompagnée par des mesures respectant les droits humains et syndicaux**, notamment par les investisseurs.

Communiqué de presse de la CES : <http://www.etuc.org/a/9914>

Taxe sur les transactions financières : la CES soutient le vote du Parlement européen

24/04/12 - La CES a salué le vote de la Commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen demandant **l'introduction d'une taxe sur les transactions financières (TTF) au niveau de l'UE**. Pour la CES, l'introduction d'une TTF produirait des recettes plus que nécessaires et contribuerait à réguler les marchés financiers. « *Cette taxe serait un moyen de faire en sorte que le secteur financier commence également à payer pour le coût de la crise* » a déclaré Veronica Nilsson, Secrétaire confédérale de la CES.

Communiqué de presse de la CES : <http://www.etuc.org/a/9922>



[Ça peut vous intéresser]

Formation : soutien aux projets des syndicats européens

En coopération avec la CES, le département Formation de l'Institut syndical européen (ETUI) organise des **formations en réalisation et gestion de projets adressées aux syndicats européens**. Cette initiative, axée sur des modules de formation fournis par des experts de l'ETUI, a le but de faciliter la participation des syndicats membres de la CES à des projets nationaux et européens. L'acquisition de compétences en montage et gestion de projets permettra aux participants **d'améliorer leur efficacité dans les travaux de planification, d'exécution et de suivi**.

Pour en savoir plus sur les formations en cours et sur les prochains événements, veuillez contacter Silvana Pennella : spennell@etui.org.

Page web de l'ETUI consacrée à la formation : <http://www.etui.org/fr/Formation>

Équipe éditoriale : ÉDITRICE RESPONSABLE: **Bernadette Ségol** • RÉDACTRICE EN CHEF: **Patricia Grillo** • RÉDACTEUR: **Daniele Melli**

Faites connaître cette newsletter à vos contacts !